

Initiatives ministérielles

nomie, ou encore la restriction de 10 p. 100 appliquée à la propriété.

Il faut craindre, en outre, que la déréglementation va laisser les institutions financières devenir gigantesques, ayant une telle puissance sur l'économie, qu'elles en viendront à défier l'État. En réalité, ce sont des gouvernements privés puissants, qui cherchent à contrôler trois pouvoirs: le pouvoir de créer de l'argent, le pouvoir de contrôler la productivité, autrement dit la vraie richesse, et le pouvoir de contrôler la technologie. Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes en train de donner naissance à un énorme lutteur sumo.

Écoutez les banques, elles ne parlent que de ça, de mondialisation. Nous allons nous retrouver avec un énorme lutteur sumo, et omniprésent de surcroît. Il se répandra partout, parce que vous ne réussirez pas à le contenir à l'intérieur de vos murs. Il franchira les frontières. Vous trouvez le problème du magasinage outre-frontières difficile à régler! Attendez d'arriver au financement transfrontalier; il n'y aura pas d'organisme international de réglementation pour garder un oeil sur lui. J'imagine facilement des BCCI un peu partout.

On a vraiment affaire ici à la destruction du marché national dans un souci de concurrence internationale. Les banques seront autorisées à posséder des sociétés d'assurances. Elles ne peuvent vendre de l'assurance au détail. Voyons, c'est ridicule! Elles comptent 7 000 succursales. Je veux une assurance sur mon auto. Pourquoi les banques ne pourraient-elles pas se lancer dans la commercialisation des polices d'assurances?

Si je voulais une assurance sur ma voiture, je n'aurais qu'à m'adresser à ma succursale bancaire et à donner au commis tous les renseignements nécessaires, l'année du véhicule, etc. Il pourrait à l'aide de l'ordinateur me montrer une longue liste de compagnies et me conseiller la compagnie et la police qui conviennent le mieux à mes besoins! Et j'imagine que ce serait également moins cher!

En fait, on peut faire bien des tours de passe-passe pour montrer que les banques devraient être autorisées à le faire. Mais les banques connaissent tous les trucs du métier.

• (1120)

Elles vont ouvrir de petites filiales de sociétés d'assurances. Elles vont diriger le marché avec leurs cartes de crédit aux consommateurs. Elles vont se faire une clien-

tèle. C'est ridicule. Cela n'a aucun sens. On devrait les réenfermer dans leur cage. Que les banquiers s'occupent d'affaires bancaires, les sociétés d'assurances, d'assurances, et les sociétés de fiducie et de prêt, de fiducie et de prêt. C'est bien simple.

Qu'on regarde donc ce qui s'est passé au sud. Ils voulaient déréglementer; on ne peut pas dire qu'ils ont manqué les caisses d'économie. Ils leur ont donné toutes sortes de pouvoirs leur permettant de se lancer dans l'immobilier. Ce projet de loi prévoit pour les sociétés financières des dispositions bien réelles concernant l'immobilier. Il y a beaucoup de choses là-dedans. Et ça continue. Les institutions financières deviendront des promoteurs immobiliers. Vous vous souvenez du lion qui va tout dévorer? Nous y arrivons.

Il me semble que ces projets de loi font une large place au dynamisme du système bancaire canadien pour pouvoir prédire le système et non pour servir le consommateur, dont ils ne font qu'une bouchée. Tel en est le principe. Il y a déjà trop de banques. Une banque, c'est fait pour s'occuper d'affaires de banque, non? Et les sociétés d'assurances qui se mettraient à accepter des dépôts! Elle vendraient des instruments financiers. On trouve des sociétés de fiducie partout. Pour un peuple de 26 millions d'habitants, il y a trop de banques.

Une faim dévorante ne va pas tarder à se manifester, je vous le dis. Et on va se retrouver au bout du compte avec une entité hybride, une seule et unique super-institution financière.

Une voix: Les banques ont besoin de concurrence.

M. Rodriguez: Elles ont besoin de concurrence entre elles et c'est de cela que nous devons nous assurer. Là, dans le monde bancaire, elles sont bien en concurrence. Les sociétés d'assurances doivent vendre de l'assurance, non faire des opérations bancaires. Voilà le principe.

J'ai entendu l'ex-président du Comité des finances exposer maintes et maintes fois cette théorie: «Vous êtes banquier, occupez-vous d'opérations bancaires. Vous êtes une société d'assurances, occupez-vous d'assurance.»

Une voix: Est-ce que l'American Express vendrait de l'assurance?

M. Rodriguez: Je vais y arriver à l'American Express, ne vous inquiétez pas.